



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**Département des Etudes Economiques et de la Monnaie**  
Direction des Etudes

## **CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA AU MOIS DE DECEMBRE 2005**



---

## SOMMAIRE

APERÇU GENERAL.....	3
<b>I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....</b>	<b>4</b>
<b>II - CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UNION.....</b>	<b>6</b>
II - 1 Activité agricole.....	6
II - 2 Activités industrielle et commerciale.....	8
II - 3 Prix à la consommation.....	10
II - 4 Finances publiques.....	11
II - 5 Situation monétaire et opérations sur le marché interbancaire.....	13
II - 5 - 1 Situation monétaire.....	13
II - 5 - 2 Opérations sur le marché interbancaire.....	16
II - 6 Evolution du marché financier régional.....	16
II - 7 Relations avec les Institutions de Bretton Woods et mobilisation des ressources extérieures .....	18
<b>LISTE DES ANNEXES.....</b>	<b>19</b>

---

## APERÇU GENERAL

L'environnement économique international a été marqué, au mois de décembre 2005, par une progression relativement satisfaisante de l'activité économique, un ralentissement de l'inflation et un recul du chômage. Au plan monétaire, la Banque centrale européenne et la Réserve fédérale américaine ont procédé à un relèvement de leurs taux directeurs au cours de la période sous revue. Sur les marchés financiers, les indices boursiers se sont accrus, en liaison avec les résultats satisfaisants des entreprises.

L'activité économique au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine a bénéficié des effets positifs de la bonne campagne agricole 2005/2006, avec une production vivrière qui progresserait de 12,8% par rapport à l'année précédente. Le niveau général des prix à la consommation a enregistré en décembre 2005 une décade de 0,6%, en rythme mensuel, après la baisse de 1,0% observée en novembre 2005. En glissement annuel, l'inflation s'est établie à 2,9% en décembre 2005 contre 3,1% en décembre 2004.

La production industrielle a enregistré une progression de 3,3% sur l'ensemble de l'année, en relation avec le redressement de la production des industries manufacturières et extractives dans certains pays.

Le profil des agrégats monétaires à fin décembre 2005 laisse apparaître une hausse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, du crédit intérieur et de la masse monétaire.

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, les indices *BRVM<sub>10</sub>* et *BRVM composite* ont enregistré une hausse de 12,0% et de 9,7%, ressortant respectivement à 149,87 points et 112,68 points contre 133,82 points et 102,74 points à fin novembre 2005.

Cinq Etats membres de l'Union, à savoir le Bénin, le Burkina, le Mali, le Niger et le Sénégal, exécutent des programmes économiques et financiers soutenus par les Institutions de Bretton Woods. Le cumul des tirages effectués à fin décembre 2005 par ces Etats s'élève à 27,75 millions de DTS ou 21,59 milliards de FCFA.

---

## I- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

La situation économique mondiale a été caractérisée, en décembre 2005, par une progression relativement satisfaisante de l'activité économique, nonobstant un léger ralentissement de la demande intérieure au sein de certains pays industrialisés. Un fléchissement de l'inflation a été observé, en liaison avec le repli des cours du pétrole. Sur le marché de l'emploi, le chômage a régressé en décembre dans la plupart des pays industrialisés. La Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne ont relevé au cours de la période sous revue leurs taux directeurs.

Aux **Etats-Unis**, le taux de croissance du produit intérieur brut est ressorti à 0,3% au quatrième trimestre 2005, après avoir atteint 1,0% au troisième trimestre. En glissement annuel, le rythme d'expansion économique s'est situé à 3,1%, soit un léger ralentissement par rapport à son niveau de 3,6% du troisième trimestre 2005. Cette évolution est imputable au ralentissement de la demande intérieure, en hausse de 2,2% contre 4,0% au troisième trimestre 2005. En effet, les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 1,1% et les investissements ont enregistré une hausse de 3,0% contre 8,0% au troisième trimestre 2005. Les exportations se sont accrues de 2,4% durant la période sous revue, soit quasiment la même hausse qu'au troisième trimestre 2005. Le taux de chômage est ressorti à 4,9% en décembre contre 5,0 % en novembre 2005.

**Dans la zone euro**, le taux de croissance du produit intérieur brut s'est inscrit en léger recul à 0,3% au quatrième trimestre 2005, après 0,6% au trimestre précédent. En variation annuelle, le PIB a connu un accroissement de 1,7% contre 1,6% au troisième trimestre. Cette évolution est essentiellement imputable au ralentissement de la demande intérieure, notamment de l'investissement des entreprises et de la consommation des ménages. Elle reflète également le manque de dynamisme économique enregistré dans les principales économies de la zone notamment en France et en Allemagne. Le taux de chômage s'est situé à 8,4% en décembre 2005, soit un niveau quasiment stable par rapport à novembre 2005.

**Au Japon**, le PIB a progressé de 1,4% au quatrième trimestre 2005, après un accroissement de 0,3% enregistré le trimestre précédent. En glissement annuel, le taux de croissance économique s'est établi à 4,5% contre 2,8% un trimestre plus tôt. La consommation des ménages, en progressant de 0,8%, a contribué à hauteur de 0,6 point à la croissance. L'investissement est ressorti en augmentation de 1,7% et les exportations ont connu une hausse de 3,1%. Sur l'ensemble de l'année 2005, le PIB s'est accru de 2,8% contre 2,7% en 2004. Le taux de chômage est passé de 4,6% en novembre 2005, à 4,4% un mois plus tard.

**L'évolution des prix** est marquée par un ralentissement du rythme de progression des indices des prix à la consommation, induit par le repli des cours du pétrole. Aux Etats-Unis, le taux d'inflation est ressorti à 3,4%, en glissement annuel, en décembre 2005, après 3,5% en

---

---

novembre 2005. En zone euro, le taux d'inflation s'est établi à 2,2%, en glissement annuel, en décembre 2005, soit le même niveau qu'en novembre 2005. Au Japon, l'indice des prix à la consommation a poursuivi sa tendance à la baisse, se repliant de 0,1% en décembre 2005, après s'être contracté de 0,8% en novembre 2005.

**Les banques centrales** ont, du fait du niveau relativement élevé des prix, imprimé une orientation restrictive à la politique monétaire dans le but de prévenir des tensions inflationnistes. *La Banque Centrale Européenne* a relevé de 25 points de base ses taux directeurs le 1<sup>er</sup> décembre 2005, après les avoir maintenus à des niveaux historiquement bas pendant deux ans et demi. Au terme de cette mesure, le taux de soumission minimal appliqué aux opérations principales de refinancement, le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et le taux relatif à la facilité de dépôt sont portés respectivement à 2,25%, 3,25% et 1,25%. *La Réserve Fédérale des Etats-Unis* a également procédé au relèvement, le 13 décembre 2005, de ses taux d'intérêt de 25 points de base, portant le taux des Fonds fédéraux et le taux d'escompte respectivement à 4,25% et 5,25%. *La Banque du Japon* a laissé son taux d'escompte inchangé à 0,1% durant le mois sous revue.

**L'évolution des marchés des changes** a été marquée au cours du mois de décembre 2005 par une appréciation de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis. Ainsi, la monnaie unique s'est établie à 1,1856 dollar à fin décembre 2005 contre 1,1786 dollar, en moyenne, en novembre 2005, soit une hausse de 0,6%. En yen, elle a connu, sur la même période, la même évolution, la devise nipponne étant ressortie à 138,90 unités pour un euro à fin décembre 2005 contre 139,59 unités en novembre 2005.

**Les marchés financiers** ont été caractérisés par une évolution relativement favorable des principaux indices boursiers, sous l'effet de la bonne orientation des indicateurs macroéconomiques et des perspectives de bénéfices annuels des entreprises.

En zone euro, l'indice Eurostoxx 50 des principales valeurs industrielles de la zone euro a gagné 3,8% sur la même période, clôturant la séance du 30 décembre 2005 à 3.578,93 points. A la bourse de Tokyo, l'indice Nikkeï a cloturé le mois de décembre 2005 à 16.111,43 points, représentant une hausse de 8,3% par rapport à son niveau de fin novembre 2005. Le Nasdaq composite, indice des valeurs des nouvelles technologies, a clôturé le mois de décembre 2005 à 2.205,32 points, soit une progression de 4,0% par rapport à son niveau de fin novembre 2005. Seul, l'indice Dow Jones a connu une évolution défavorable, terminant sa séance du 30 décembre 2005 à 10.717,50 points, soit une baisse de 0,81% par rapport à son niveau à fin novembre 2005.

Sur les marchés internationaux, **les cours des matières premières** se sont accrus au mois de décembre 2005, à l'exception de ceux des huiles végétales. Les hausses les plus significatives ont concerné le café et l'or dont les cours ont progressé respectivement de 9,7%

---

---

et 6,4% en un mois, sous l'effet des anticipations d'une insuffisance de l'offre. Les inondations au Vietnam et les ouragans qui ont frappé les ports américains d'embarquement du café ont eu un impact négatif sur la production, les stocks de café et l'approvisionnement de l'industrie chocolatière. La baisse de la production physique d'or à l'échelle mondiale, conjuguée à l'impact de la décision de certaines banques centrales d'accroître la part de l'or dans la structure de leurs réserves expliquent en partie la pression exercée sur la demande du métal jaune et la hausse de ses cours qui ont atteint 538 dollars l'once le 12 décembre 2005. Les cotations de cacao, de pétrole et de caoutchouc ont progressé en décembre respectivement de 5,4%, 5,6% et 3,0% pour s'établir à 68,4 cents la livre pour le cacao, 60,09 dollars le baril pour le pétrole et 149,4 eurocents le kilogramme pour le caoutchouc. En revanche, les cours des huiles végétales se sont repliés, en liaison avec l'abondance de l'offre de soja. L'huile d'arachide a reculé de 1,3%, l'huile de palme a cédé 14,3 dollars à 428,86 dollars la tonne. L'huile de palmiste s'est, pour sa part, dépréciée de 4,1% à 590,11 dollars la tonne. Les cours du coton et ceux de la noix de cajou sont restés quasiment inchangés.

## **II- CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA**

L'activité au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine est marquée par la bonne campagne agricole 2005/2006, avec une production attendue en progression par rapport à l'année précédente. Les activités industrielle et commerciale ont, dans l'ensemble, été bien orientées. La décrue du niveau général des prix à la consommation amorcée au mois de septembre s'est poursuivie en décembre 2005, en liaison avec un approvisionnement adéquat des marchés en céréales entraînant un repli de l'indice harmonisé des prix à la consommation.

### **II.1 Activité agricole**

La campagne agricole 2005/2006 a été nettement meilleure à la précédente dans la quasi-totalité des pays de l'Union. Elle a été caractérisée par une relative abondance des pluies, une régularité des précipitations et une bonne répartition spatio-temporelle. Sur la base des premières estimations, la production vivrière de l'Union s'accroîtrait de 12,8% après une baisse de 9,3% en 2004/2005.

Au *Bénin*, les résultats préliminaires de la campagne indiquent une hausse de 6,1% de la production vivrière à 6.958.558 tonnes, après une baisse de 19,1% lors de la campagne précédente. Au *Burkina*, la production vivrière ressortirait à 4.064.648 tonnes au terme de la campagne 2005/2006, représentant une progression de 38,9% contre un repli de 19,4% la campagne précédente. En *Côte d'Ivoire*, la production des principales cultures vivrières s'accroîtrait de 2,8% pour s'établir à 9.451.329 tonnes. Les résultats de la production des principales cultures vivrières en *Guinée-Bissau* laissent apparaître un niveau de production de 212.438 tonnes, en augmentation de 24,0% par rapport aux réalisations de la campagne

---

---

2004/2005. Au *Mali*, les estimations de la campagne 2005/2006 font état d'une production vivrière de 3.136.590 tonnes, en hausse de 10,3% après le repli de 16,1% enregistré la campagne précédente. Après la contraction de 18,8% en 2004/2005, la production vivrière au *Niger* ressortirait en hausse de 37,6% au titre de la campagne 2005/2006, s'établissant à 4.222.400 tonnes. Au *Sénégal*, les estimations font état d'une hausse de 16,2% de la production vivrière d'une campagne à l'autre, s'établissant à 2.024.750 tonnes. La production vivrière au *Togo* s'établirait à 2.345.200 tonnes en 2005/2006, soit une hausse de 5,5% par rapport à la campagne précédente.

En liaison avec la bonne pluviométrie enregistrée, les productions des cultures d'exportation pour la campagne 2005/2006 progresseraient dans tous les pays de l'UEMOA par rapport aux réalisations de la campagne précédente, à l'exception de celle du cacao en Côte d'Ivoire et au Togo et du coton au Bénin et au Togo.

Ainsi, les **récoltes d'arachide** sont estimées à 1.759.732 tonnes, en augmentation de 24,8% par rapport à la campagne précédente. Le volume le plus important a été enregistré au *Sénégal* où la production s'est établie à 820.600 tonnes, soit une progression de 36,2% d'une campagne à l'autre, en liaison avec les mesures de soutien à la production, notamment les subventions sur le prix des semences et l'amélioration de leur qualité. Au *Burkina* et au *Mali*, la production d'arachide s'accroîtrait de 62,6% et 5,0% respectivement par rapport aux réalisations de la campagne 2004/2005 pour se situer à 398.900 tonnes et 212.130 tonnes respectivement.

La production de **café** ressortirait à 176.300 tonnes contre 104.000 tonnes un an auparavant, soit une hausse de 69,6%. Cette évolution traduit la hausse de 74,0% des récoltes en Côte d'Ivoire et de 20,2% au Togo. La production s'établirait dans ces pays respectivement à 166.200 tonnes et 10.100 tonnes au cours de la campagne agricole 2005/2006, contre 95.600 tonnes et 8.400 tonnes la campagne précédente.

La production de **coton-graine** de l'Union serait en baisse de 3,6% pour s'établir à 2.127.391 tonnes contre 2.205.893 tonnes la campagne précédente, traduisant la persistance des difficultés financières auxquelles sont confrontées les filières dans la plupart des Etats. Toutefois, en liaison avec la bonne pluviométrie enregistrée et l'augmentation des superficies emblavées, la production de certains pays serait en hausse.

Au *Bénin*, la production de coton-graine atteindrait 300.000 tonnes, en baisse de 29,8% par rapport à la campagne précédente. Un repli serait également observé au *Togo*, où les estimations font état d'une baisse de 47,8% de la production à 90.000 tonnes en 2005/2006, en raison des retards accusés dans les règlements des achats aux producteurs et dans l'évacuation des produits de la campagne précédente, conjugués aux mauvaises conditions pluviométriques enregistrées dans la partie méridionale du pays. En revanche, au *Burkina*, il

---

---

est attendu une production cotonnière de 734.176 tonnes, ce qui ferait de ce pays le premier producteur de coton de l'Union. Ce niveau de production traduit une hausse de 14,4% par rapport à la campagne précédente, en liaison avec l'augmentation des superficies emblavées et des rendements. En *Côte d'Ivoire*, les récoltes de coton sont estimées en augmentation de 2,8%, à 308.400 tonnes. Après un repli la campagne précédente, la production cotonnière ressortirait en hausse de 4,25% au *Mali*, à 610.000 tonnes. Au *Niger* et au *Sénégal*, la production de coton-graine est estimée en hausse de 4,1% et 17,5% pour s'établir respectivement à 10.400 tonnes et 46.000 tonnes.

La production de **noix de cajou** en Guinée-Bissau s'accroîtrait de 3,0% à 118.100 tonnes.

La production de **cacao** de l'Union ressortirait en repli de 2,5% à 1.258.100 tonnes, induit par la chute de même ampleur de la production en *Côte d'Ivoire* et de 2,7% au *Togo*. La production cacaoyère ressortirait à 1.254.510 tonnes en Côte d'Ivoire et à 3.600 tonnes au Togo.

## **II.2. Activités industrielle et commerciale**

La production industrielle dans l'Union s'est accrue de 3,3% en 2005 par rapport à l'année 2004, en liaison avec la bonne tenue de l'ensemble des secteurs notamment celui des industries manufacturières. A la période correspondante de l'année précédente, la production industrielle avait enregistré une hausse de 2,5%. Une amélioration est observée au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Togo. En revanche, au Bénin, au Niger et au Sénégal, l'activité industrielle s'est inscrite en retrait, du fait essentiellement des contre-performances de l'industrie manufacturière. Au Niger, outre le repli de la production manufacturière, la baisse des activités extractives explique, pour une large part, celle de l'indice global. Le secteur extractif a connu également un recul au Sénégal.

Par pays, la situation se présente comme suit.

Au *Bénin*, la production industrielle continue de se ressentir des contre-performances des industries manufacturières. En liaison avec la baisse de 4,2% du sous-indice de la production manufacturière, induite en particulier par les branches « produits alimentaires et boissons » (-5,0%) et « produits textiles » (-6,8%), l'indice de la production industrielle s'est replié de 3,2% en 2005 après une baisse de 0,1% à la période correspondante en 2004. Toutefois, le sous-secteur « électricité, gaz et eau » a enregistré une hausse de 5,2%.

Au *Burkina*, l'indice de la production industrielle a connu une hausse de 7,7% en 2005 contre une progression de 14,3% un an auparavant. Cette progression est liée à l'accroissement de 10,8% de la production des industries manufacturières, atténué par le repli de 6,4% de celle du sous-secteur de la production et de la distribution d'électricité, de gaz et d'eau. L'embellie enregistrée dans le secteur manufacturier témoigne du dynamisme de la production des industries textiles dont le sous-indice est en hausse de 16,9%, en liaison avec la hausse de la

---



---

production cotonnière. En revanche, le sous-indice alimentaire dont le poids dans l'indice global est de 37,6% s'est replié de 6,4%, atténuant ainsi l'évolution de l'indice manufacturier.

En *Côte d'Ivoire*, la production industrielle a enregistré, en moyenne en 2005, une hausse de 2,6% par rapport à 2004. Cette évolution comparée à celle de 2,1% observée à la période correspondante de l'année précédente traduit une nette amélioration de la production des industries manufacturières. En effet, le sous-indice manufacturier a enregistré une progression de 2,8% contre 1,1% un an auparavant. Une hausse sensible a été observée dans la production de produits pétroliers raffinés ainsi que dans l'industrie textile dont les sous-indices affichent une augmentation de 11,1% et 36,8%. La branche électricité, eau et gaz dont la production s'est accrue de 3,2%, a également contribué à la progression de l'indice global. En revanche, le sous-indice des industries extractives s'est replié de 0,5% contre une hausse de 7,4% à la même période de 2004.

Au *Mali*, la production industrielle a fortement augmenté en 2005, ressortant à 18,6% contre une baisse de 1,2% en 2004. Cette progression est le fait de l'ensemble des secteurs. La production de la branche extractive a enregistré une augmentation de 17,3%, en liaison avec les bonnes performances dans le secteur de l'extraction d'or, alors qu'un an plus tôt, ce secteur était en repli de 16,9%. La production des industries manufacturières, ressortie en hausse de 22,2%, a été essentiellement portée par les industries textiles dont le sous-indice pondéré à 78,7% est en hausse de 34,2% consécutivement à l'amélioration de la production cotonnière. Le sous-indice de la production et de la distribution d'électricité, de gaz et d'eau a, pour sa part, augmenté de 10,8%.

Au *Niger*, l'indice de la production industrielle s'est replié de 0,3% en 2005 après un accroissement de 4,2% observé sur la même période de l'année 2004. Cette contraction est à la fois liée à la baisse de 7,2% du sous-indice des industries extractives et celle de 2,9% de la production manufacturière dont le poids cumulé représente 68,3% de l'indice global. La progression de 12,6% dans le secteur de la production et de la distribution d'électricité, de gaz et d'eau n'a que faiblement atténué le repli de l'indice global.

Au *Sénégal*, l'indice de la production industrielle a connu une baisse de 2,4% en moyenne en 2005, contre une hausse de 1,9% à la même période de l'année 2004. Ce résultat mitigé traduit l'évolution baissière constatée dans les branches extractives et manufacturières dont la pondération cumulée est de 89% de l'indice global, atténuée par la hausse de la production d'électricité, de gaz et d'eau. Ainsi, la baisse de 3,7% de la production du secteur manufacturier et celle de 12,2% de la production des industries extractives ont été amoindries par la progression de 10,0% de la production d'électricité, de gaz et d'eau. En particulier, l'évolution de l'indice manufacturier s'explique par les reculs de 3,1% dans les industries textiles, de 11,8% de la production de produits pétroliers raffinés et de 17,0% de celle de produits chimiques.

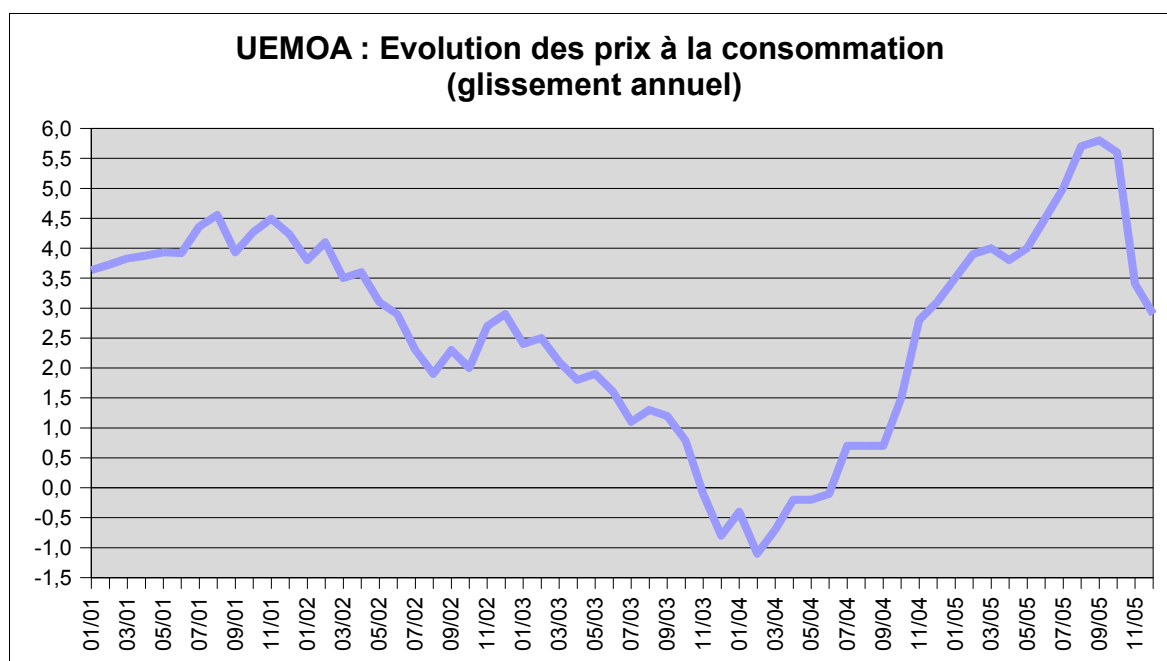
---

Au *Togo*, l'indice de la production industrielle est ressorti en hausse de 0,6% en 2005 comparativement à 2004. Cette progression traduit les bonnes performances dans les industries extractives dont le sous-indice a enregistré une hausse de 3,7% et dans la branche électricité, gaz et eau, en progression de 1,5%. La branche des industries manufacturières a pour sa part connu une légère hausse de 0,1%.

L'indice du **chiffre d'affaires** s'est globalement accru de 5,9% en 2005, comparativement à l'année 2004. L'activité commerciale a été bien orientée dans l'ensemble des pays à l'exception du Bénin et du Burkina. Ainsi, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail est ressorti en hausse respectivement de 0,6%, 18,7%, 4,6%, 16,9% et 9,6%. En revanche, au Bénin et dans une moindre mesure au Burkina, une baisse de l'activité commerciale est notée, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail s'étant replié respectivement de 16,1% et 0,3%.

### II.3. Prix à la consommation

Le **niveau général des prix à la consommation** dans les pays de l'Union a connu un repli de 0,6% au mois de décembre 2005, dans le prolongement de la tendance observée depuis trois mois, en raison de l'amélioration de l'offre alimentaire avec l'arrivée des récoltes sur le marché, après une baisse de 1,0% observée au mois de novembre.



Au **Burkina**, en **Guinée-Bissau**, au **Mali**, au **Niger** et au **Sénégal**, le niveau général des prix à la consommation a baissé respectivement de 1,6%, 1,4%, 1,2%, 1,8% et 1,0%, en variation

---

mensuelle, au mois de décembre 2005. Ce repli est essentiellement imputable à la composante alimentation en liaison avec l'approvisionnement adéquat des marchés en produits vivriers. Le sous-indice alimentation ressort en baisse de 3,5% au Burkina, 2,6% en Guinée-Bissau, 2,8% au Mali, 3,9% au Niger et de 1,9% au Sénégal. En outre, la baisse des prix des carburants a eu pour conséquence un repli du sous-indice-transport de 2,5% au Burkina et de 1,4% au Sénégal.

Au **Bénin**, en **Côte d'Ivoire**, et au **Togo** la décre des prix à la consommation a été de moindre ampleur ainsi qu'en atteste l'évolution de l'indice harmonisé qui ressort en baisse de 0,1% respectivement en Côte d'Ivoire et au Togo, et de 0,8% au Bénin. La baisse du niveau général des prix a été amoindrie en Côte d'Ivoire par la composante transport dont les prix sont demeurés fermes, en liaison avec l'évolution des cours des carburants dans ce pays. Au Togo, par contre, la hausse de la composante alimentaire a contribué à amoindrir l'impact de la baisse observée dans les autres secteurs.

En glissement annuel, le taux d'inflation dans l'Union est ressorti à 2,9% à fin décembre 2005 contre 3,4% à fin novembre 2005 et 3,1% à fin décembre 2004. Par pays, le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est situé à fin décembre 2005 à 3,8% au Bénin, 4,5% au Burkina, 2,6% en Côte d'Ivoire, 0,3% en Guinée-Bissau, 3,4% au Mali, 4,2% au Niger, 1,4% au Sénégal et 5,5% au Togo.

#### **II.4. Finances publiques**

L'analyse de la **situation des finances publiques** laisse apparaître, au terme de l'année 2005, une amélioration par rapport aux réalisations de l'année précédente. Ainsi, le déficit global, base engagements, hors dons, de l'Union s'est établi à 4,1% du PIB contre 4,8% un an plus tôt. Les recettes totales se sont inscrites en hausse de 277,8 milliards ou 7,4%. Les dépenses et prêts nets se sont accrus de 167,9 milliards ou 3,5%, sous l'impact de la hausse de 3,9% des dépenses courantes. Les dépenses en capital sont ressorties à 1.507,5 milliards, montant quasi-identique au niveau de l'année précédente.

La situation d'ensemble des finances publiques masque des évolutions contrastées d'un Etat à l'autre. Par pays, elle se présente comme ci-après :

Au **Bénin**, le déficit global, base engagements, hors dons, s'est établi à 4,8% du PIB en 2005 contre 3,5% en 2004. Cette dégradation des finances publiques est imputable à la hausse des dépenses et prêts nets, dans un contexte de progression modérée des recettes. Les dépenses courantes ont augmenté de 7,9%. Les dépenses en capital sont ressorties en hausse de 30,4%, pour s'établir à 154,8 milliards, en liaison avec la mobilisation de ressources extérieures.

---

---

Au **Burkina**, le déficit des opérations financières de l'Etat, base engagements, hors dons, s'est réduit, en se situant à 8,1% du PIB en 2005 contre 8,6% un an auparavant. Les dépenses courantes ont enregistré une hausse de 19,4%. Pour leur part, les recettes totales se sont inscrites en augmentation de 10,6%, induite notamment par l'accroissement de 11,2% des recettes fiscales.

En **Côte d'Ivoire**, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit, base engagements, hors dons, de 1,0% du PIB en 2005 contre 2,8% un an plus tôt. Cette évolution reflète la réduction de 4,3% des dépenses et prêts nets, du fait de la baisse des dépenses en capital, et l'augmentation de 4,9% des recettes totales.

En **Guinée-Bissau**, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit global, base engagements, hors dons, de 16,7% du PIB en 2005 contre 25,4% un an auparavant, imputable à un accroissement de 22,6% des recettes totales et à une réduction de 8,9% des dépenses et prêts nets. L'évolution des recettes totales s'explique principalement par la progression de 26,3% des recettes non fiscales.

Au **Mali**, le déficit des opérations financières de l'Etat, base engagements, hors dons, s'est élevé à 9,0% du PIB, en aggravation de 2,2 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Cette situation s'explique par l'accroissement des dépenses et prêts nets (16,2%), dans un contexte de progression modérée des recettes totales (7,1%). Les dépenses courantes se sont inscrites en hausse de 8,6%.

Au **Niger**, l'évolution des finances publiques est marquée par une réduction du déficit global, base engagements, hors dons, qui s'est établi à 7,9% du PIB en 2005 contre 9,6% un an plus tôt. Cette situation s'explique par la hausse de 8,2% des recettes fiscales et la faible progression de 0,3% des dépenses totales, du fait de la contraction des dépenses courantes. En effet, les dépenses courantes se sont inscrites en baisse de 1,7%, sous l'effet de la réduction de 13,0% des charges diverses de fonctionnement.

Au **Sénégal**, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit global, base engagements, hors dons, de 3,0% du PIB en 2005 contre 4,7% un an plus tôt. Cette amélioration est imputable à une progression de 14,4% des recettes fiscales. Les dépenses totales et prêts nets ont, pour leur part, augmenté de 3,9%, sous l'effet de la hausse de 10,4% des dépenses courantes. Les dépenses en capital ont connu une légère baisse de 2,5%.

Au **Togo**, le solde global, base engagements, hors dons, est ressorti déficitaire de 0,3% du PIB en 2005 contre un excédent de 0,2% un an auparavant, en liaison avec la baisse de 3,9% des recettes totales.

---

---

## II.5. Situation monétaire et opérations sur le marché interbancaire

### II.5.1. Situation monétaire

Selon les informations disponibles, la situation monétaire de l'Union à fin décembre 2005, comparée à celle à fin novembre 2005, est caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, du crédit intérieur et de la masse monétaire.

Par pays, les évolutions suivantes ont été constatées.

Au **Bénin**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 376,5 milliards à fin décembre 2005 contre 344,7 milliards un mois plus tôt, soit une augmentation de 31,8 milliards ou 9,2% liée respectivement à la hausse des avoirs de la Banque Centrale de 24,7 milliards et de ceux des banques de 7,2 milliards. D'une année à l'autre, la position extérieure nette des institutions monétaires a augmenté de 137,5 milliards ou 57,5%.

*L'encours du crédit intérieur* a augmenté de 4,9 milliards, pour se situer à 299,2 milliards à fin décembre 2005 contre 294,3 milliards un mois auparavant. La Position Nette du Gouvernement s'est améliorée de 23,4 milliards. Les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 28,3 milliards ou 8,1% en ressortant à 375,1 milliards en décembre 2005 contre 346,8 milliards le mois précédent. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 63,0 milliards ou 20,2%.

*La masse monétaire*, pour sa part, est en hausse de 29,3 milliards ou 4,8%, pour se fixer à 635,3 milliards en décembre 2005 contre 606,0 milliards en novembre 2005. En glissement annuel, elle a augmenté de 132,6 milliards ou 26,4%.

Au **Burkina**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 169,4 milliards en décembre 2005, en hausse de 20,4 milliards par rapport aux réalisations du mois précédent, en raison de l'augmentation de 26,9 milliards des avoirs de la Banque Centrale, atténuée par le recul de 6,5 milliards de ceux des banques. D'une année à l'autre, la position extérieure nette des institutions monétaires est ressortie en baisse de 104,8 milliards ou 38,2%.

*L'encours du crédit intérieur* s'est situé à 483,5 milliards en décembre 2005 contre 495,0 milliards à fin novembre 2005, soit une baisse de 11,5 milliards ou 2,3%. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 98,1 milliards ou 25,5%.

*La liquidité globale* s'est établie à 598,1 milliards en décembre 2005 contre 585,6 milliards en novembre 2005, marquant ainsi une hausse de 12,5 milliards. En glissement annuel, la masse monétaire s'est repliée de 26,1 milliards ou 4,2%.

En **Côte d'Ivoire**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont situés à 704,4 milliards en décembre 2005 contre 653,4 milliards le mois précédent, soit une hausse de 51,0

---

---

milliards imputable à celle de 27,1 milliards des avoirs de la Banque Centrale et à celle de 23,9 milliards de la position extérieure nette des banques.

*L'encours du crédit intérieur* est ressorti à 1.569,7 milliards en décembre 2005 contre 1.542,9 milliards en novembre 2005, soit une augmentation de 26,8 milliards, en liaison avec l'amélioration de 5,2 milliards de la Position Nette du Gouvernement et l'augmentation de 32,0 milliards des crédits à l'économie. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 16,2 milliards.

*La masse monétaire*, en hausse 102,6 milliards s'est fixée à 2.081,1 milliards à fin décembre 2005 contre 1.978,5 milliards à fin novembre 2005. Par rapport à décembre 2004, la liquidité globale a enregistré une hausse de 7,4%.

En **Guinée-Bissau**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 36,0 milliards à fin décembre 2005 contre 31,7 milliards à fin novembre 2005, soit une hausse de 4,3 milliards essentiellement liée à celle des avoirs de la Banque Centrale. D'une année à l'autre, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 3,5 milliards.

*L'encours du crédit intérieur* s'est situé à 14,5 milliards en décembre 2005 contre 15,6 milliards le mois précédent, soit une baisse de 1,1 milliard, traduisant à l'amélioration de la Position Nette du Gouvernement. Les crédits à l'économie sont restés stables d'un mois à l'autre. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie ont augmenté de 1,0 milliard.

*La masse monétaire* s'est établie à 52,8 milliards au cours de la période sous revue contre 50,3 milliards en novembre 2005, soit une hausse de 2,5 milliards ou 5,0%. En glissement annuel, elle s'est accrue de 9,2 milliards ou 21,1%.

Au **Mali**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont accrus de 41,1 milliards, pour s'établir à 424,7 milliards contre 383,6 milliards à fin novembre 2005. Cette hausse est essentiellement liée à celle des avoirs de la Banque Centrale. En glissement annuel, la position extérieure nette des institutions monétaires a augmenté de 57,2 milliards ou 15,6%.

*L'encours du crédit intérieur* est ressorti à 489,6 milliards à fin décembre 2005 contre 468,7 milliards le mois précédent, soit une hausse de 20,9 milliards, en liaison avec l'amélioration de 8,6 milliards de la Position Nette du Gouvernement et la hausse de 29,5 milliards des crédits à l'économie. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 0,1%.

*La masse monétaire*, en hausse de 39,2 milliards ou 4,9%, s'est établie à 841,9 milliards au cours de la période sous revue contre 802,7 milliards à fin novembre 2005. Par rapport à décembre 2004, la liquidité globale a augmenté de 74,7 milliards ou 9,7%.

Au **Niger**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires sont ressortis à 71,9 milliards à fin décembre 2005 contre 69,5 milliards à fin novembre 2005, soit une hausse de 2,4 milliards. D'une année à l'autre, les avoirs extérieurs nets se sont accrus de 11,5 milliards.

---

---

*L'encours du crédit intérieur* s'est situé à 191,8 milliards en décembre 2005 contre 190,2 milliards en novembre 2005, soit une augmentation de 1,6 milliard ou 0,8%. La Position Nette du Gouvernement s'est améliorée de 1,7 milliard. Les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 3,3 milliards, pour ressortir à 121,3 milliards en décembre 2005. Par rapport à décembre 2004, les crédits à l'économie se sont accrus de 20,0%.

*La masse monétaire* s'est établie à 248,6 milliards en décembre 2005 contre 242,4 milliards un mois plus tôt, soit un relèvement de 6,2 milliards ou 2,6%. En glissement annuel, la liquidité globale a enregistré une hausse de 15,2 milliards ou 6,5%.

Au **Sénégal**, *les avoirs extérieurs nets* se sont inscrits en baisse de 22,2 milliards à fin décembre 2005, ressortant à 668,3 milliards, en liaison avec le dégonflement de la position extérieure nette de la Banque Centrale et des avoirs extérieurs nets des banques, respectivement de 12,2 milliards et de 9,9 milliards. Sur une base annuelle, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont enregistré un recul de 2,0 milliards.

*Le crédit intérieur* s'est établi à 1002,0 milliards à fin décembre 2005 contre 936,8 milliards un mois auparavant, soit une hausse de 65,2 milliards ou 7,0%, à la suite de la détérioration de 39,6 milliards de la Position Nette du Gouvernement et la hausse de 25,6 milliards des crédits à l'économie. En glissement annuel, l'encours des crédits à l'économie est en hausse de 179,4 milliards ou 20,9%.

*La masse monétaire* s'est inscrite à 1.550,1 milliards en décembre 2005 contre 1.497,2 milliards à fin novembre 2005, soit une hausse de 52,9 milliards. Comparée à la même période de l'année dernière, la liquidité globale s'est accrue de 7,2%.

Au **Togo**, *la position extérieure nette* des institutions monétaires s'est établie à 136,1 milliards à fin décembre 2005 contre 134,5 milliards à fin novembre 2005, soit une augmentation de 1,6 milliard, en raison de la baisse de 13,6 milliards des avoirs de la Banque Centrale, compensée par l'augmentation de 15,2 milliards de ceux des banques. D'une année à l'autre les avoirs extérieurs nets ont diminué de 8,9 milliards.

*L'encours du crédit intérieur* s'est fixé à 200,3 milliards à fin décembre 2005 contre 198,5 milliards, un mois auparavant, soit une hausse de 1,8 milliard ou 0,9%, en liaison avec la détérioration de 3,9 milliards de la Position Nette du Gouvernement et la baisse de 2,1 milliards des crédits à l'économie. Par rapport à fin décembre 2004, les crédits à l'économie se sont inscrits en hausse de 12,0%.

*La masse monétaire* a enregistré une baisse de 2,7 milliards ou 0,9%, en ressortant à 314,1 milliards à fin décembre 2005 contre 316,8 milliards un mois plus tôt. En glissement annuel, la masse monétaire s'est accrue de 6,6 milliards ou 2,1%.

---

### II.5.2. Opérations sur le marché interbancaire

L'activité sur le marché interbancaire de l'Union a été plus soutenue au mois de décembre comparativement au mois précédent. Ainsi, le volume moyen hebdomadaire des opérations a progressé de 4,2% pour s'établir à 22,4 milliards contre 21,5 milliards en novembre 2005. L'encours moyen des prêts recensés au cours de la période a également progressé de 29,4% pour se fixer à 77,1 milliards contre 59,6 milliards le mois précédent. Au mois de décembre 2004, l'encours moyen des prêts interbancaires était de 82,7 milliards.

Le volume moyen hebdomadaire des prêts **à un jour** a baissé passant de 8,8 milliards en novembre 2005 pour s'établir à 2,4 milliards en décembre 2005, avec un taux moyen pondéré de 4,57 contre 4,68% à fin novembre 2005. Un an auparavant, des transactions d'un montant de 3,3 milliards avaient été notées sur ce compartiment avec un taux à un jour de 4,84%. Sur le compartiment à **une semaine**, le volume moyen des transactions a progressé de 1,7 milliard pour s'établir à 9,4 milliards d'un mois à l'autre avec un taux moyen pondéré de 4,61%. Ce taux est en hausse par rapport à celui de 3,88% enregistré le mois précédent. En décembre 2004, le taux moyen pondéré sur ce compartiment était de 3,79%. Sur celui à **deux semaines**, le volume moyen hebdomadaire des prêts a nettement progressé d'un mois à l'autre, passant de 0,8 milliard à fin novembre à 6,2 milliards à fin décembre 2005, avec un taux moyen pondéré quasiment inchangé de 4,08% contre 4,00% en novembre 2005. Un an auparavant, ce compartiment n'avait pas été particulièrement actif avec un volume de transactions de 1,1 milliard. D'un mois à l'autre, le volume des prêts interbancaires à **un mois** est passé de 2,2 milliards à 3,0 milliards, avec un taux moyen pondéré de 5,28%. En revanche, **les prêts interbancaires à trois mois** ont baissé, passant de 1,8 milliard en novembre 2005 à 1,0 milliard un mois plus tard, soit un repli de 44,4%. Sur ce compartiment, le taux moyen pondéré s'est établi à 4,39% après celui de 4,21% enregistré un mois auparavant. **A six mois**, le volume des transactions s'est établi à 0,5 milliard en décembre 2005 contre 0,4 milliard à fin novembre 2005. Le taux moyen pondéré s'est situé à 6,00%. En décembre 2004, ce compartiment avait enregistré des transactions d'un montant de 1,6 milliards. Aucune transaction n'a été enregistrée en décembre sur les compartiments **à neuf et douze mois**.

### II.6. Evolution du marché financier régional

Au cours du mois de décembre 2005, l'activité a été globalement bien orientée sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) où la plupart des indicateurs du marché ont connu une hausse d'un mois à l'autre, sauf les transactions sur le compartiment des actions et la capitalisation sur le compartiment obligataire. Les indices  $BRVM_{10}$  et  $BRVM composite$  se sont accrus de 12,0% et de 9,7%, ressortant respectivement à 149,87 et 112,68 points contre 133,82 points et 102,74 un mois plus tôt. En glissement annuel, les indices  $BRVM_{10}$  et  $BRVM$



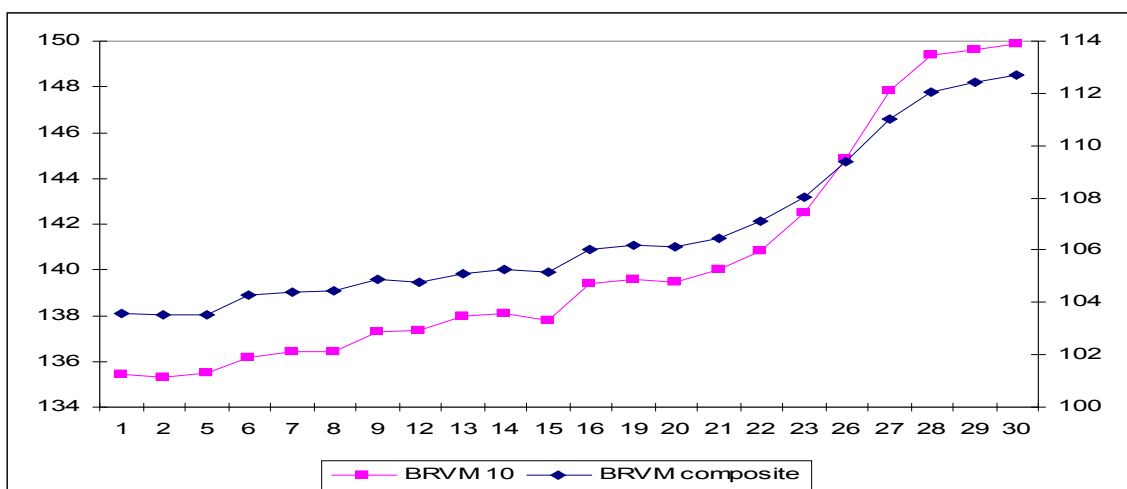
*composite* ont enregistré des hausses respectives de 45,9% et 28,6%.

Sur le **marché des actions**, les échanges de titres ont porté sur 164.731 titres contre 615.756 titres un mois plus tôt. La baisse ainsi constatée est liée à l'absence de transactions exceptionnelles de l'ampleur de celles enregistrées en novembre 2005, mois au cours duquel 511.051 titres *BICICI* (Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de Côte d'Ivoire) et 50.106 titres *SAPH CI* (*Société Africaine de Plantation d'Hévéas de Côte d'Ivoire*) ont fait l'objet de transaction. Les sociétés dont les titres ont fait l'objet d'une demande relativement importante sont *SODE CI*, *SAFCA CI*, *SOGB CI* et *SONATEL SN* avec respectivement 36.387, 32.502, 24.235 et 15.710 titres échangés.

Sur le **compartiment obligataire**, onze des dix-huit lignes cotées ont été actives. Le volume de titres échangés est ressorti à 34.363 obligations contre 19.582 obligations le mois précédent. Les transactions les plus importantes ont concerné les lignes obligataires *TPCI 6,5% 2005-2008*, *CELTEL BF 7,15% 2003-2009* et *CEB 6,5% 2003-2010* avec respectivement 15.927 titres, 9.120 titres et 6.100 titres échangés.

**La capitalisation totale du marché** est ressortie à 1.623,4 milliards contre 1.509,0 milliards à fin novembre 2005, soit une hausse de 7,6%. **La capitalisation du marché des actions** s'est établie à 1.297,1 milliards contre 1.182,7 milliards à la fin du mois précédent, soit une progression de 9,7%, en liaison avec la hausse des cours des titres, notamment ceux des actions *SONATEL SN* et *SGB CI* qui sont respectivement passés de 60.005 à 67.015 FCFA et de 17.055 à 22.500 FCFA entre novembre et décembre 2005. Comparés à leurs niveaux d'introduction en bourse, les cours des actions *SONATEL SN*, *SMB CI*, *SGB CI* et *BOA BN* ont augmenté respectivement de 204,6%, 91,6%, 32,4% et 26,6%. En glissement annuel, la capitalisation du marché des actions s'est accrue de 29,1%. Pour le troisième mois consécutif, **la capitalisation du marché obligataire** est demeurée stable à 326,3 milliards.

#### Evolution des indices de la BRVM en décembre 2005



---

## **II.7. Relations avec les institutions de Bretton Woods et mobilisation des ressources extérieures**

Cinq Etats membres de l'Union ont exécuté en 2005 des programmes économiques et financiers soutenus par les Institutions de Bretton Woods. Il s'agit du Bénin, du Burkina, du Mali, du Niger et du Sénégal. Au cours de la période sous revue, aucun tirage n'ayant été effectué sur les ressources du FMI, le montant total des tirages effectués par ces Etats auprès du FMI demeure à 27,75 millions de DTS ou 21,59 milliards de FCFA, soit le même niveau qu'à fin novembre 2005.



## **LISTE DES ANNEXES**

**ANNEXE I** - évolution des cours des matières premières exportées

**ANNEXE I (suite)** - évolution des cours des matières premières exportées

**ANNEXE II** - production des principales cultures vivrières

**ANNEXE III** - production des cultures d'exportation

**ANNEXE IV** - productions minières

**ANNEXE V** - indices des prix à la consommation (en moyenne annuelle)

**ANNEXE VI** - indices des prix à la consommation (glissement annuel)

**ANNEXE VII** – situation monétaire intégrée de l'UEMOA (en milliards de FCFA)

**ANNEXE VII (suite)** – situation monétaire intégrée de l'UEMOA (en milliards de FCFA)

---